REITMANS

(CANADA) LIMITÉE

RAPPORT INTERMÉDIAIRE
POUR LES NEUF MOIS CLOS LE
29 OCTOBRE 2016

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA

Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.

À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du trimestre clos le 29 octobre 2016 se sont établies à 245,6 millions de dollars comparativement à 240,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 octobre 2015, soit une hausse de 2,2 %, et ce, en dépit d'une réduction nette de 81 magasins, alors que la société a diminué le nombre de magasins pour optimiser la performance dans des marchés clés. Les ventes des magasins comparables[1] ont augmenté de 7,1 %, celles des magasins ayant progressé de 4,7 % et celles du commerce électronique, de 40,1 % dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique. La marge brute en pourcentage de la société s'est établie à 57,0 % pour le trimestre clos le 29 octobre 2016, comparativement à 57,4 % pour le trimestre clos le 31 octobre 2015. La marge brute du trimestre clos le 29 octobre 2016 a augmenté de 1,9 million de dollars, ou 1,4 %, pour s'établir à 139,9 millions de dollars comparativement à 138,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 octobre 2015, et ce, malgré l'effet défavorable du cours de change se chiffrant à environ 4,6 millions de dollars. Le résultat des activités d'exploitation s'est chiffré à 6,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 29 octobre 2016, par rapport à 3,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 octobre 2015, une augmentation de 3,5 millions de dollars. Le bénéfice net pour le trimestre clos le 29 octobre 2016 s'est établi à 7,6 millions de dollars, soit une hausse de 7,9 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,12 $) en regard d'une perte nette de 0,3 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 $) pour le trimestre clos le 31 octobre 2015. Le BAIIA ajusté[1] pour le trimestre clos le 29 octobre 2016 s'est chiffré à 18,4 millions de dollars comparativement à 15,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 octobre 2015, soit une augmentation de 3,1 millions de dollars. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'accroissement de la marge brute et à la diminution des coûts d'exploitation des magasins.

Les ventes des neuf mois clos le 29 octobre 2016 se sont établies à 703,5 millions de dollars comparativement à 695,0 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015, soit une hausse de 1,2 %, et ce, en dépit d'une réduction nette de 81 magasins, alors que la société a diminué le nombre de magasins pour optimiser la performance dans des marchés clés. Les ventes des magasins comparables[1] ont augmenté de 7,5 %, celles des magasins ayant progressé de 5,0 % et celles du commerce électronique, de 48,3 % dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 57,2 % pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015 à 56,4 % pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016. La marge brute des neuf mois clos le 29 octobre 2016 a diminué de 0,7 million de dollars, ou 0,2 %, pour s'établir à 396,6 millions de dollars comparativement à 397,3 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015, compte tenu de l'effet défavorable du cours de change se chiffrant à environ 10,1 millions de dollars. Le bénéfice net pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016 s'est établi à 10,6 millions de dollars, soit une hausse de 18,8 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,17 $) en regard d'une perte de 8,2 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,13 $) pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015. Le BAIIA ajusté[1] pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016 s'est chiffré à 37,2 millions de dollars comparativement à 34,9 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015, soit une augmentation de 2,3 millions de dollars. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la diminution des coûts d'exploitation des magasins.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 5 magasins et en a fermé 30. Ainsi, au 29 octobre 2016, la société exploite 694 magasins, soit 302 Reitmans, 127 Penningtons, 98 Addition Elle, 84 RW & CO., 64 Thyme Maternité et 19 Hyba. Nous prévoyons ouvrir 2 magasins et en fermer 20.

Les ventes du mois de novembre (quatre semaines closes le 26 novembre 2016) ont augmenté de 0,4 %, les ventes des magasins comparables[1] ayant augmenté de 5,1 %, celles des magasins ayant augmenté de 1,4 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 47,0 %. En date du 26 novembre 2016, la société exploitait 694 magasins par rapport à 773 magasins en date du 28 novembre 2015, soit une réduction nette de 79 magasins.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 1er décembre 2016, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant des dividendes admissibles) de 0,05 $ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 26 janvier 2017 aux actionnaires inscrits aux registres le 16 janvier 2017.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 1er décembre 2016

[1] Il y a lieu de se reporter à la note portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR du rapport de gestion.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

▸ POUR LE TRIMESTRE ET LES NEUF MOIS CLOS LE 29 OCTOBRE 2016

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 29 octobre 2016 et pour le trimestre et les neuf mois clos à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 1er décembre 2016.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 1er décembre 2016.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée « Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficience opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des dividendes, des produits d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Bien que les variations des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur constituent des variations hors trésorerie, les actifs amortis devront fréquemment être remplacés ultérieurement; le BAIIA ajusté ne reflète pas les besoins de trésorerie pour de tels remplacements. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré à titre de trésorerie discrétionnaire qui peut être investie dans la croissance de l'entreprise ou encore à titre de mesure de la trésorerie qui sera disponible pour satisfaire aux obligations de la société. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) au BAIIA ajusté pour les trimestres et les neuf mois clos le 29 octobre 2016 et le 31 octobre 2015.

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
Bénéfice net (perte nette)	**7,6 $**	(0,3) $	**10,6 $**	(8,2) $
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	**11,2**	11,6	**32,3**	35,7
Produits de dividendes	**(0,6)**	(0,6)	**(1,9)**	(1,9)
Produits d'intérêts	**(0,2)**	(0,1)	**(0,5)**	(0,4)
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	**(0,5)**	4,3	**(4,1)**	10,7
Charges d'intérêts	**–**	0,1	**0,1**	0,2
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**0,9**	0,3	**0,7**	(1,2)
BAIIA ajusté	**18,4 $**	15,3 $	**37,2 $**	34,9 $
BAIIA ajusté en % des ventes	**7,5 %**	6,4 %	**5,3 %**	5,0 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux, tout en exploitant également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Avec ses 302 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Reitmans

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 127 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.

Penningtons

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 98 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

ADDITION ELLE

RW & CO. exploite 84 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.

RW & CO.

Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 64 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale.

Thyme

Les 19 magasins Hyba ont ouvert leurs portes en octobre 2015. D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, ils proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Les produits Hyba sont également offerts dans les magasins Reitmans au Canada.

hyba

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU 30 JANVIER 2016	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	OUVERTURES AU T2	FERMETURES AU T2	OUVERTURES AU T3	FERMETURES AU T3	NOMBRE DE MAGASINS AU 29 OCTOBRE 2016	NOMBRE DE MAGASINS AU 31 OCTOBRE 2015
Reitmans	329	1	(3)	–	(20)	–	(5)	302	332
Penningtons	134	1	(5)	1	(1)	–	(3)	127	136
Addition Elle	107	–	(3)	–	(1)	1	(6)	98	107
RW & CO.	83	–	–	1	(2)	2	–	84	83
Thyme Maternité	68	–	(2)	–	(3)	2	(1)	64	68
Hyba	17	–	–	3	(1)	–	–	19	17
Smart Set[1]	29	–	(6)	–	(8)	–	(15)	–	32
Total	**767**	**2**	**(19)**	**5**	**(36)**	**5**	**(30)**	**694**	**775**
Espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us[2]	21	–	–	–	(3)	–	(18)	–	21

[1] Au 29 octobre 2016, la société avait converti ou fermé tous les magasins Smart Set restants.

[2] Depuis le 31 août 2016, la société n'exploite plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
La société a élaboré une stratégie de croissance à l'échelle mondiale afin de continuer à faire prospérer ses marques à l'étranger.	La société a mis sur pied une équipe dont les membres, expérimentés et hautement qualifiés, se consacrent au développement à l'international. Aux États-Unis, Addition Elle a effectué le lancement de la vente électronique de vêtements de la collection Ashley Graham par l'intermédiaire du site de Nordstrom en août 2015 et, en septembre 2015, de la vente d'une gamme limitée chez Lord & Taylor. L'expansion s'est poursuivie : d'autres détaillants américains ont fait l'acquisition de gammes de produits. La société est satisfaite de l'expansion du fait que le canal de ventes continue de croître.
La société investit d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de répondre aux besoins changeants des consommateurs, alors que le commerce électronique gagne en popularité, et pour assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.	Le réaménagement du centre de distribution de la société afin de répondre à la croissance des ventes électroniques est achevé, ce qui répondra aux exigences changeantes relatives aux besoins des magasins et aux ventes électroniques. Les changements au système de gestion, la mise en œuvre d'un logiciel de gestion du transport et des améliorations aux équipements de manutention ont été menés à bien et font l'objet d'un service d'assistance après implémentation.
La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.	La société continue d'enregistrer une croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique. Elle continue d'investir dans les technologies liées aux relations avec la clientèle, à l'analyse prévisionnelle et aux solutions de connaissances clients afin de soutenir la croissance.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	La société a réorienté les efforts qu'elle déploie dans le cadre du programme SCORE afin de s'assurer que les étapes importantes en vue de sa réalisation soient franchies d'ici la fin de l'exercice en cours. Le programme SCORE est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 29 OCTOBRE 2016 (« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2015 (« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 245,6 millions de dollars comparativement à 240,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 2,2 %, et ce, en dépit d'une réduction nette de 81 magasins, alors que la société a diminué le nombre de magasins pour optimiser la performance dans des marchés clés. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 7,1 %, celles des magasins ayant progressé de 4,7 % et celles du commerce électronique, de 40,1 % dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique.

La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2017 a augmenté de 1,9 million de dollars, ou 1,4 %, pour s'établir à 139,9 millions de dollars comparativement à 138,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, et ce, malgré l'effet défavorable du cours de change se chiffrant à environ 4,6 millions de dollars. La marge brute en pourcentage de la société s'est établie à 57,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 comparativement à 57,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2016.

Les frais de vente et de distribution pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 1,0 % ou 1,2 million de dollars pour s'établir à 122,7 millions de dollars comparativement à 123,9 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 3,3 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) essentiellement attribuable à la fermeture de Smart Set et à la baisse des coûts de publicité en raison du calendrier des activités de promotion;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 11,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 à 10,9 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,8 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 comparativement à 1,4 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016);
- une augmentation de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur l'atteinte d'objectifs de performance en matière d'exploitation.

Les charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 10,7 millions de dollars contre 11,1 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 2,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 3,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Ce changement est principalement attribuable à un gain de 0,5 million de dollars découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, contre une perte de 4,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 8,5 millions de dollars, comparativement à néant pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, en hausse de 8,5 millions de dollars.

La charge d'impôt sur le résultat, pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, a surtout subi l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement, puisque la charge d'impôt sur le résultat est déterminée en fonction d'une estimation du bénéfice qui sera généré pendant un exercice complet. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2017 s'est établi à 7,6 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,12 $), alors que pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 0,3 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 $).

Le BAIIA ajusté du troisième trimestre de l'exercice 2017 correspondait à 18,4 millions de dollars, comparativement à 15,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 3,1 millions de dollars. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable aux améliorations de la marge brute et à la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 29 OCTOBRE 2016 (« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 31 OCTOBRE 2015 (« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2017 se sont établies à 703,5 millions de dollars comparativement à 695,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, soit une hausse de 1,2 %, et ce, en dépit d'une réduction nette de 81 magasins, alors que la société a diminué le nombre de magasins pour optimiser la performance dans des marchés clés. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 7,5 %, celles des magasins ayant progressé de 5,0 % et celles du commerce électronique, de 48,3 % dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique.

La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2017 a diminué de 0,7 million de dollars, ou 0,2 %, pour s'établir à 396,6 millions de dollars comparativement à 397,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ce qui comprend une incidence défavorable du cours de change d'environ 10,1 millions de dollars. La marge brute s'est établie à 56,4 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 contre 57,2 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016.

Les frais de vente et de distribution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 ont diminué de 2,8 % ou 10,4 millions de dollars pour s'établir à 357,6 millions de dollars comparativement à 368,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 7,4 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison principalement de la fermeture de Smart Set;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 34,5 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 à 31,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (1,7 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 comparativement à 4,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 ont diminué de 4,1 % ou 1,4 million de dollars pour atteindre 32,4 millions de dollars, contre 33,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 4,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 4,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de 4,1 millions de dollars découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, contre une perte de 10,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par
- une perte de change de 1,5 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, comparativement à un profit de 3,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 11,3 millions de dollars, comparativement à une perte de 9,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, en hausse de 20,7 millions de dollars.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 0,7 million de dollars (taux d'impôt effectif de 6,1 %), comparativement à un recouvrement de 1,2 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 (taux de recouvrement d'impôt effectif de 13,0 %). Le taux d'impôt effectif des neuf premiers mois de l'exercice 2017 a été touché principalement par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement, déterminé en fonction d'une estimation du bénéfice qui sera généré pendant un exercice complet, et par une variation de 4,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2017 s'est établi à 10,6 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,17 $), alors que pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société avait subi une perte de 8,2 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,13 $).

Le BAIIA ajusté des neuf premiers mois de l'exercice 2017 correspondait à 37,2 millions de dollars, comparativement à 34,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, soit une augmentation de 2,3 millions de dollars. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2017, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme et d'achats au comptant. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 75,0 millions de dollars américains (197,0 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017). La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 29 octobre 2016 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	**1,340 $**	**166,5 $**	**3,3 $**	**(3,7) $**	**(0,4) $**

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 31 octobre 2015 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,273 $	152,5 $	6,1 $	(0,6) $	5,5 $
Options d'achat acquises	1,188 $	3,0 $	0,3	–	0,3
Options de vente vendues	1,188 $	1,5 $	–	–	–
			6,4 $	(0,6) $	5,8 $

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 janvier 2016 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,325 $	168,0 $	14,4 $	(1,8) $	12,6 $

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes trimestrielles sont touchées par la saisonnalité et la période des Fêtes. En grande partie en raison du caractère saisonnier des marchandises et du calendrier des programmes de marketing, le deuxième trimestre est habituellement celui qui contribue le plus aux ventes, et le premier trimestre est celui qui contribue le moins. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2017 correspond à l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017, celles à 2016 correspondent à l'exercice clos le 30 janvier 2016 et celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015.

	TROISIÈME TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE		PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2015
Ventes	245,6 $	240,3 $	254,4 $	253,0 $	203,5 $	201,7 $	242,2 $	236,3 $
Bénéfice net (perte nette)	7,6	(0,3)	9,0	(0,2)	(6,0)	(7,7)	(16,5)	4,4
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,12 $	(0,00) $	0,14 $	(0,00) $	(0,09) $	(0,12) $	(0,26) $	0,07 $
Dilué(e)	0,12	(0,00)	0,14	(0,00)	(0,09)	(0,12)	(0,26)	0,07

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent, dans une certaine mesure, l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 29 octobre 2016 en comparaison du 30 janvier 2016 :

	29 OCTOBRE 2016	30 JANVIER 2016	VARIATION (EN $)	VARIATION (EN %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**101,8 $**	118,6 $	(16,8)	(14,2)
Titres négociables	**49,3**	45,2	4,1	9,1
Clients et autres débiteurs	**6,0**	4,1	1,9	46,3
Impôt sur le résultat recouvrable	**0,9**	3,3	(2,4)	(72,7)
Stocks	**167,7**	124,9	42,8	34,3
Immobilisations corporelles et incorporelles	**150,0**	158,7	(8,7)	(5,5)
Impôts différés	**27,9**	25,8	2,1	8,1
Fournisseurs et autres créditeurs (courants et non courants)	**128,2**	106,3	21,9	20,6
(Passif) actif financier dérivé net	**(0,4)**	12,6	(13,0)	(103,2)
Produits différés	**12,7**	19,3	(6,6)	(34,2)

Les variations de certains postes choisis des bilans de la société au 29 octobre 2016 en comparaison au 30 janvier 2016 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé en raison principalement de l'augmentation normale des stocks en prévision de la période des Fêtes, aux dépenses d'investissement et aux dividendes payés, ce qui a été contrebalancé en partie par une meilleure gestion des fournisseurs et autres créditeurs.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Les titres négociables se composent d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes.
- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre. La hausse des débiteurs s'explique principalement par la hausse des ventes par carte de crédit et un crédit d'impôt accordé par le gouvernement relativement aux activités de conception menées en interne.
- L'impôt sur le résultat recouvrable découle des remboursements d'impôt estimés liés à l'exercice à l'étude et à des exercices antérieurs.

- La hausse des stocks découle de l'incidence du cours de change ainsi que de l'augmentation des stocks en prévision des ventes de la période des Fêtes. Par ailleurs, la hausse des stocks tient également à la croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique ainsi qu'à l'augmentation prévue des stocks en magasin en réponse aux exigences de la clientèle.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, 25,2 millions de dollars ont été investis au titre des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes de 32,3 millions de dollars a été comptabilisé pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.
- L'augmentation de l'impôt sur le résultat différé est surtout attribuable à l'incidence fiscale d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les fournisseurs et autres créditeurs ont augmenté en raison essentiellement du calendrier de paiements et du fait que la société a amélioré les modalités de paiement applicables aux fournisseurs. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La société a comptabilisé un passif financier dérivé net relativement à des contrats de change. La variation de l'actif financier dérivé net est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux et des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 29 octobre 2016, les capitaux propres s'élevaient à 376,6 millions de dollars, ou 5,95 $ par action (396,4 millions de dollars, ou 6,22 $ par action au 31 octobre 2015; 381,2 millions de dollars, ou 6,02 $ au 30 janvier 2016). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 151,1 millions de dollars au 29 octobre 2016 (147,8 millions de dollars au 31 octobre 2015; 163,8 millions de dollars au 30 janvier 2016). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 75 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 29 octobre 2016, une tranche de 10,4 millions de dollars (12,9 millions de dollars au 31 octobre 2015; 14,1 millions de dollars au 30 janvier 2016) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins. La réduction des engagements aux termes des lignes de crédit d'exploitation rend compte de l'initiative de la société consistant à passer des lettres de crédit documentaires au crédit ouvert pour le règlement des paiements.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 29 octobre 2016, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 2,8 millions de dollars (2,8 millions de dollars au 31 octobre 2015; 2,8 millions de dollars au 30 janvier 2016) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2017. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 $ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, pour un total de 3,2 millions de dollars, ce qui se compare aux chiffres enregistrés pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

La société en est aux dernières étapes d'un important projet pluriannuel de mise au point de ses systèmes visant l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et la mise à niveau de ses activités de marchandisage à l'échelle de l'entreprise (« SCORE »). Ce projet prévoit un rehaussement des fonctionnalités ainsi que des améliorations sur le plan de l'entreposage et de la distribution, du marchandisage, de l'exploitation et des finances. Le projet est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017 pour un coût total de 40 millions de dollars, dont une tranche d'environ 38 millions de dollars a déjà été engagée.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, la société a investi 8,9 millions de dollars en dépenses d'investissement, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 38 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2017, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 1er décembre 2016, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. En ce qui concerne les actions de catégorie A sans droit de vote de la société, il y avait 3 772 800 options sur actions en cours et leur prix d'exercice moyen était de 9,33 $. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats à terme de couverture contre le risque lié aux devises assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 29 octobre 2016, au 31 octobre 2015 et au 30 janvier 2016 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieur d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES ET JUGEMENTS

PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sous réserve des informations présentées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 29 octobre 2016, lesquelles comprennent l'adoption de l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 1)*. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. De plus amples informations sur les principales méthodes comptables sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 29 octobre 2016.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 29 octobre 2016, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- Programme de divulgation (modifications à l'IAS 7)
- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 29 octobre 2016.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe au chef de la direction et au chef des finances d'établir et de maintenir des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que toute l'information importante relative à la société est recueillie et communiquée en temps opportun à la haute direction de manière à ce que des décisions éclairées puissent être prises en temps opportun en ce qui concerne son obligation d'informer le public.

Le chef de la direction et le chef des finances sont également responsables d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des rapports financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, le chef de la direction et le chef des finances sont tenus de faire preuve de jugement dans l'évaluation des contrôles et procédures.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

La faiblesse relative du dollar canadien par rapport au dollar américain a de lourdes répercussions sur les détaillants canadiens qui importent des biens finis de l'étranger qui sont réglés en dollars américains, et si l'on ajoute la concurrence accrue entre magasins et les abondantes possibilités de magasinage en ligne, cela crée un environnement difficile dans le secteur de la vente au détail. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, notamment l'amélioration considérable de sa capacité d'approvisionnement grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société progressent comme prévu, un certain nombre de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts tant sur le marché canadien que sur le marché américain. De plus, la société a investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie qui soutiennent ses activités de commerce électronique, ce qui a contribué à sa croissance exceptionnelle.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie; elle compte mener à bien le projet SCORE au cours de l'exercice à l'étude et prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients est plus rapide que jamais et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficience. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

▸ (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

		TRIMESTRES CLOS LES		NEUF MOIS CLOS LES	
	Note(s)	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
Ventes		**245 604 $**	240 270 $	**703 538 $**	694 999 $
Coût des biens vendus	5	**105 687**	102 236	**306 977**	297 707
Marge brute		**139 917**	138 034	**396 561**	397 292
Frais de vente et de distribution		**122 730**	123 927	**357 627**	367 985
Charges administratives		**10 663**	11 110	**32 434**	33 791
Résultat des activités d'exploitation		**6 524**	2 997	**6 500**	(4 484)
Produits financiers	11	**2 033**	1 426	**6 474**	6 072
Charges financières	11	**39**	4 401	**1 679**	10 974
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		**8 518**	22	**11 295**	(9 386)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	10	**903**	291	**691**	(1 224)
Bénéfice net (perte nette)		**7 615 $**	(269) $	**10 604 $**	(8 162) $
Bénéfice (perte) par action	12				
De base		**0,12 $**	0,00 $	**0,17 $**	(0,13) $
Dilué(e)		**0,12**	0,00	**0,17**	(0,13)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

▸ (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

		TRIMESTRES CLOS LES		NEUF MOIS CLOS LES	
	Note(s)	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
Bénéfice net (perte nette)		**7 615 $**	(269) $	**10 604 $**	(8 162) $
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net					
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 599 $ et de 2 340 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, respectivement; après impôt de 2 228 $ et de 905 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, respectivement)	8	**7 103**	(6 125)	**(6 397)**	(2 486)
Écarts de conversion	8	**(146)**	–	**113**	(119)
Total des autres éléments du résultat global		**6 957**	(6 125)	**(6 284)**	(2 605)
Résultat global total		**14 572 $**	(6 394) $	**4 320 $**	(10 767) $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

▸ (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	30 JANVIER 2016
ACTIFS				
ACTIFS COURANTS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	**101 794 $**	97 192 $	118 595 $
Titres négociables	14	**49 270**	50 597	45 189
Clients et autres débiteurs		**6 048**	5 107	4 103
Actif financier dérivé	14	**3 267**	6 439	14 405
Impôt sur le résultat recouvrable		**868**	1 134	3 301
Stocks	5	**167 672**	142 617	124 848
Charges payées d'avance		**7 433**	9 956	8 921
Total des actifs courants		**336 352**	313 042	319 362
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations corporelles		**126 602**	138 128	134 363
Immobilisations incorporelles		**23 363**	23 575	24 347
Goodwill		**38 183**	42 426	38 183
Impôt sur le résultat différé		**27 859**	29 508	25 828
Total des actifs non courants		**216 007**	233 637	222 721
TOTAL DES ACTIFS		**552 359 $**	546 679 $	542 083 $
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et autres créditeurs	6	**120 847 $**	92 167 $	98 135 $
Passif financier dérivé	14	**3 678**	616	1 816
Produits différés	7	**12 705**	11 277	19 325
Partie courante de la dette à long terme	14	**1 988**	1 867	1 896
Total des passifs courants		**139 218**	105 927	121 172
PASSIFS NON COURANTS				
Autres créditeurs	6	**7 380**	8 468	8 112
Crédits différés au titre des contrats de location		**9 053**	11 407	10 640
Dette à long terme	14	**153**	2 141	1 655
Passif au titre des retraites		**20 005**	22 355	19 336
Total des passifs non courants		**36 591**	44 371	39 743
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	8	**38 397**	38 687	38 397
Surplus d'apport		**9 570**	8 809	9 007
Résultats non distribués		**328 473**	346 189	327 370
Cumul des autres éléments du résultat global	8	**110**	2 696	6 394
Total des capitaux propres		**376 550**	396 381	381 168
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		**552 359 $**	546 679 $	542 083 $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

▸ (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31 janvier 2016		**38 397 $**	**9 007 $**	**327 370 $**	**6 394 $**	**381 168 $**
Bénéfice net		**–**	**–**	**10 604**	**–**	**10 604**
Total des autres éléments du résultat global		**–**	**–**	**–**	**(6 284)**	**(6 284)**
Résultat global total pour la période		**–**	**–**	**10 604**	**(6 284)**	**4 320**
Charge de rémunération fondée sur des actions	9	**–**	**563**	**–**	**–**	**563**
Dividendes	8	**–**	**–**	**(9 501)**	**–**	**(9 501)**
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		**–**	**563**	**(9 501)**	**–**	**(8 938)**
Solde au 29 octobre 2016		**38 397 $**	**9 570 $**	**328 473 $**	**110 $**	**376 550 $**
Solde au 1er février 2015		39 227 $	8 014 $	368 581 $	5 301 $	421 123 $
Perte nette		–	–	(8 162)	–	(8 162)
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	(2 605)	(2 605)
Résultat global total pour la période		–	–	(8 162)	(2 605)	(10 767)
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	8	2	–	–	–	2
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	8	(542)	–	–	–	(542)
Charge de rémunération fondée sur des actions	9	–	795	–	–	795
Dividendes	8	–	–	(9 616)	–	(9 616)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	8	–	–	(4 614)	–	(4 614)
Total des (distributions versées aux) apports des propriétaires de la société		(540)	795	(14 230)	–	(13 975)
Solde au 31 octobre 2015		38 687 $	8 809 $	346 189 $	2 696 $	396 381 $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

▸ (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES 29 OCTOBRE 2016	TRIMESTRES CLOS LES 31 OCTOBRE 2015	NEUF MOIS CLOS LES 29 OCTOBRE 2016	NEUF MOIS CLOS LES 31 OCTOBRE 2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice net (perte nette)		**7 615 $**	(269) $	**10 604 $**	(8 162) $
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes		**11 235**	11 593	**32 302**	35 699
Charge de rémunération fondée sur des actions	9	**430**	345	**908**	795
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location		**(805)**	(1 189)	**(2 373)**	(3 623)
Crédits différés au titre des contrats de location		**622**	682	**786**	1 852
Cotisations à un régime de retraite		**(501)**	(485)	**(1 160)**	(1 188)
Charge de retraite		**609**	525	**1 829**	1 575
Perte réalisée à la vente de titres négociables		**–**	–	**–**	15
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	11	**(498)**	4 333	**(4 081)**	10 734
Variation nette de la juste valeur des dérivés		**–**	–	**–**	12 335
Perte (profit) de change		**1 510**	(2 342)	**4 184**	(7 809)
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	11	**(774)**	(667)	**(2 254)**	(2 095)
Intérêts payés	11	**(39)**	(68)	**(139)**	(225)
Intérêts reçus		**215**	113	**532**	492
Dividendes reçus		**633**	636	**1 825**	1 884
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		**903**	291	**691**	(1 224)
		21 155	13 498	**43 654**	41 055
Variations dans ce qui suit :					
Clients et autres débiteurs		**(722)**	(318)	**(1 909)**	(564)
Stocks		**(20 513)**	(11 129)	**(42 824)**	(36 177)
Charges payées d'avance		**1 214**	(973)	**1 488**	2 192
Fournisseurs et autres créditeurs		**944**	(3 677)	**22 904**	1 556
Produits différés		**(4 523)**	(4 679)	**(6 620)**	(9 796)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		**(2 445)**	(7 278)	**16 693**	(1 734)
Impôts sur le résultat reçus		**2 119**	1 859	**2 489**	1 861
Impôts sur le résultat payés		**(7)**	(365)	**(438)**	(1 935)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		**(333)**	(5 784)	**18 744**	(1 808)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Achats de titres négociables		**–**	–	**–**	(5 660)
Produit tiré de la vente de titres négociables		**–**	–	**–**	1 678
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles		**(8 885)**	(8 293)	**(25 244)**	(27 519)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles		**–**	–	**416**	–
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		**(8 885)**	(8 293)	**(24 828)**	(31 501)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Dividendes payés	8	**(3 167)**	(3 189)	**(9 501)**	(9 616)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote, aux fins d'annulation		**–**	(850)	**–**	(5 156)
Remboursements sur la dette à long terme		**(477)**	(447)	**(1 410)**	(1 323)
Produit de l'émission d'actions		**–**	–	**–**	2
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		**(3 644)**	(4 486)	**(10 911)**	(16 093)
PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE		**118**	1 333	**194**	6 681
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		**(12 744)**	(17 230)	**(16 801)**	(42 721)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE		**114 538**	114 422	**118 595**	139 913
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE		**101 794 $**	97 192 $	**101 794 $**	97 192 $

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

▸ (NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40e étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice en cours.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 1er décembre 2016.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- les titres négociables et instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme étant la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime;
- les passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglées en trésorerie sont évalués conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR (MODIFICATIONS DE L'IAS 1)

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

DROITS À L'APPRÉCIATION D'ACTIONS (RÉGLÉS EN TRÉSORERIE)

Le 8 juin 2016, la société a modifié son plan d'options sur actions. Le plan modifié comprend un plan prévoyant l'attribution de droits à l'appréciation d'actions donnant droit aux principaux dirigeants et au personnel clé de recevoir un paiement en trésorerie correspondant à l'augmentation du cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la société depuis la date d'attribution à la date d'acquisition des droits. Un passif est comptabilisé relativement aux services acquis et est enregistré à la juste valeur des droits à l'appréciation d'actions dans les autres créditeurs non courants, à l'exception de la partie courante, qui est enregistrée dans les fournisseurs et autres créditeurs, avec comptabilisation de la charge correspondante à titre de frais de vente et de distribution ou de charges administratives, au cours de la période où les membres du personnel acquièrent le droit inconditionnel au paiement. La juste valeur des charges liées aux avantages du personnel dans le cadre du plan prévoyant l'attribution de droits à l'appréciation d'actions est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Pour estimer la juste valeur, les données les plus appropriées au modèle d'évaluation doivent être déterminées, notamment la durée attendue des droits à l'appréciation d'actions, la volatilité, le taux d'intérêt sans risque et le rendement des actions, et des hypothèses doivent être formulées à l'égard de ces données. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la juste valeur du passif est réévaluée, jusqu'à extinction du passif, et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat de la période.

UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (RÉGLÉES EN TRÉSORERIE)

Au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016, la société a mis en œuvre un plan d'unités d'actions liées au rendement donnant droit aux cadres dirigeants et aux principaux dirigeants de recevoir un paiement en trésorerie. Un passif est comptabilisé relativement aux services acquis et est enregistré à la juste valeur selon le cours des actions ordinaires de la société dans les autres créditeurs non courants, à l'exception de la partie courante, qui est enregistrée dans les fournisseurs et autres créditeurs, avec comptabilisation de la charge correspondante dans les frais de vente et de distribution ou les charges administratives à titre de charges au titre des avantages du personnel. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre d'unités dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre d'unités qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché à la date d'acquisition des droits. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la juste valeur du passif est réévaluée, jusqu'à extinction du passif, et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat de la période.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 29 octobre 2016, et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 ») qui a remplacé l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. Cette norme établit un modèle unique de comptabilisation par le preneur qui exige la constatation par le preneur des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location à titre de contrats de location-financement et de contrats de location simple. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont été prévues. L'IFRS 16 s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée pour autant que l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 »), ait été adoptée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit progressivement. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR : MODIFICATIONS À L'IAS 7

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigeront la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'étendue de l'incidence de l'adoption des modifications.

IFRS 2, PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation : des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation relative aux retenues d'impôt à la source; d'une modification des conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres. Les modifications s'appliquent pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications n'a pas encore été établie.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	30 JANVIER 2016
Fonds en caisse et fonds bancaires	**75 697 $**	94 392 $	112 596 $
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,6 % (0,6 % au 31 octobre 2015; 0,6 % au 30 janvier 2016)	**26 097**	2 800	5 999
	101 794 $	97 192 $	118 595 $

5 STOCKS

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 29 octobre 2016, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 102 795 $ et à 300 466 $, respectivement (101 459 $ et 293 304 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015). De plus, pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus un montant de 2 892 $ et de 6 511 $ (777 $ et 4 403 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, aucun montant n'a été inclus dans le coût des biens vendus (néant et une perte de 2 125 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, respectivement) au titre des variations de la juste valeur de dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

6 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	30 JANVIER 2016
Dettes fournisseurs	**81 041 $**	56 855 $	53 359 $
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	**40**	40	40
Autres créditeurs non commerciaux	**12 921**	11 720	12 204
Créditeurs au titre des avantages du personnel	**21 096**	18 950	26 943
Créditeurs relatifs aux locaux	**11 164**	11 390	12 630
Provision pour retours sur ventes	**1 965**	1 680	1 071
	128 227	100 635	106 247
Moins la partie non courante	**7 380**	8 468	8 112
	120 847 $	92 167 $	98 135 $

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs comprend les éléments suivants :

	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	30 JANVIER 2016
Loyers différés et autres créditeurs relatifs aux locaux	**7 035 $**	8 468 $	8 112 $
Unités d'actions liées au rendement	**345**	–	–
Total de la partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs	**7 380 $**	8 468 $	8 112 $

7 PRODUITS DIFFÉRÉS

	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	30 JANVIER 2016
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	**6 025 $**	5 589 $	6 308 $
Cartes-cadeaux non utilisées	**6 680**	5 688	13 017
	12 705 $	11 277 $	19 325 $

8 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	NEUF MOIS CLOS LES			
	29 OCTOBRE 2016		31 OCTOBRE 2015	
	NOMBRE D'ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D'ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	**13 440**	**482 $**	13 440	482 $
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture de la période	**49 890**	**37 915**	51 146	38 745
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	**–**	**–**	–	2
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	**–**	**–**	(818)	(542)
Solde à la clôture de la période	**49 890**	**37 915**	50 328	38 205
Total du capital social	**63 330**	**38 397 $**	63 768	38 687 $

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ÉMISSION D'ACTIONS DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (200 actions au 31 octobre 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Aucun montant n'a été porté au crédit du capital social par suite de l'exercice d'options sur actions provenant du surplus d'apport (2 $ au 31 octobre 2015).

ACHAT D'ACTIONS AUX FINS D'ANNULATION

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 29 octobre 2016, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. En ce qui concerne le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, la société a acheté 191 500 et 817 840 actions sans droit de vote de catégorie A, respectivement, d'une valeur comptable de 127 $ et de 542 $, respectivement, pour une contrepartie en trésorerie totale de 850 $ et de 5 156 $, respectivement. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions de 723 $ et de 4 614 $, respectivement, est imputé aux résultats non distribués. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCARTS DE CONVERSION	TOTAL DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL
Solde au 31 janvier 2016	**7 514 $**	**(1 120) $**	**6 394 $**
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 121 $)	**(5 799)**	**–**	**(5 799)**
Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 219 $)	**(598)**	**–**	**(598)**
Variation des écarts de change	**–**	**113**	**113**
Solde au 29 octobre 2016	**1 117 $**	**(1 007) $**	**110 $**
Solde au 1er février 2015	6 026 $	(725) $	5 301 $
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 443 $)	3 965	–	3 965
Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 348 $)	(6 451)	–	(6 451)
Variation des écarts de change	–	(119)	(119)
Solde au 31 octobre 2015	3 540 $	(844) $	2 696 $

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	**3 167 $**	3 189 $	**9 501 $**	9 616 $
Dividende par action	**0,05 $**	0,05 $	**0,15 $**	0,15 $

9 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le 8 juin 2016, la société a modifié son plan d'options sur actions. Aux termes du plan modifié, la société peut, à sa seule discrétion, attribuer des options sur actions ou des droits à l'appréciation d'actions. Le plan d'options sur actions modifié permet à la société d'émettre, de temps à autre, l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. Conformément au plan modifié, l'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 4 ans (antérieurement, d'au plus 5 ans), sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 7 ans (antérieurement, 10 ans). Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution. Les droits à l'appréciation d'actions donnent droit aux principaux dirigeants et au personnel clé de recevoir un paiement en trésorerie correspondant à l'augmentation du cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la société depuis la date d'attribution à la date d'acquisition des droits. Aucun droit à l'appréciation d'actions n'a été attribué ni n'est en circulation.

Toutes les options déjà émises et en circulation, avant la date d'entrée en vigueur du plan modifié, continuent de s'acquérir selon les modalités des plans antérieurs et demeurent assujetties à ces dernières.

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	29 OCTOBRE 2016		31 OCTOBRE 2015		29 OCTOBRE 2016		31 OCTOBRE 2015	
	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
En circulation à l'ouverture de la période	**3 794**	**9,31 $**	3 931	9,60 $	**3 610**	**9,62 $**	3 051	10,75 $
Attribution	**50**	**6,49**	–	–	**345**	**4,70**	1 030	6,75
Exercice	**–**	**–**	–	–	**–**	**–**	–	6,00
Renonciation	**(71)**	**6,09**	(4)	6,00	**(182)**	**6,27**	(154)	13,40
En circulation à la clôture de la période	**3 773**	**9,33 $**	3 927	9,60 $	**3 773**	**9,33 $**	3 927	9,60 $
Options exerçables à la clôture de la période	**1 970**	**11,90 $**	1 643	13,16 $	**1 970**	**11,90 $**	1 643	13,16 $

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 29 octobre 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (néant et 200 actions respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Le prix moyen pondéré d'une action à la date d'exercice des options sur actions exercées au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015 était de 7,02 $.

Les coûts de rémunération liés aux options sur actions attribuées pendant les trimestres et les neuf mois clos le 29 octobre 2016 et le 31 octobre 2015 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	50 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 28 SEPTEMBRE 2016	295 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 8 JUIN 2016	830 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 9 JUIN 2015	200 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 23 AVRIL 2015
Durée prévue des options	4,9 ans	4,4 ans	6,2 ans	6,3 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,69 %	0,80 %	1,29 %	0,99 %
Volatilité prévue du cours des actions	33,25 %	33,11 %	29,74 %	30,06 %
Taux moyen de rendement des actions	3,08 %	4,55 %	2,96 %	2,95 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,37 $	0,78 $	1,42 $	1,42 $
Prix de l'action à la date d'attribution	6,49 $	4,40 $	6,75 $	6,77 $

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 173 $ et de 563 $, respectivement, relativement à son plan d'options sur actions (345 $ et 795 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (RÉGLÉES EN TRÉSORERIE)

Au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016, la société a mis sur pied un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») destiné à ses cadres dirigeants et principaux dirigeants, régime qui leur donne droit de recevoir un paiement en trésorerie. Les UAR deviennent acquises en fonction des conditions de performance non liées au marché évaluées sur une période de trois exercices (la « période de performance »). Le nombre d'UAR dont les droits peuvent devenir acquis peut aller jusqu'à 1,5 fois le nombre réel d'UAR attribuées si une performance exceptionnelle est atteinte. Lors du règlement des UAR acquises, le paiement en trésorerie sera égal au nombre d'UAR multiplié par la juste valeur des actions ordinaires de la société, calculée en utilisant le cours du marché moyen pondéré des cinq jours de bourse commençant cinq jours de bourse suivant le jour où la société publie ses résultats financiers pour la période de performance.

Le 8 juin 2016, la société a attribué 409 000 UAR à un prix moyen pondéré par action de 4,52 $ (néant pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015). Les UAR attribuées le 8 juin 2016 deviennent acquises intégralement une fois la période de performance terminée si les conditions non liées au marché préétablies sont respectées.

La variation du nombre d'UAR en circulation se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)
En circulation à l'ouverture de la période	**409**	–	**–**	–
Attribution	**–**	–	**409**	–
Renonciation	**(13)**	–	**(13)**	–
En circulation à la clôture de la période	**396**	–	**396**	–

Au 29 octobre 2016, en fonction d'un prix moyen pondéré par action de 6,31 $ pour les cinq jours de bourse précédant le 29 octobre 2016, la société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions liée aux UAR de 174 $ dans les frais de vente et de distribution et 83 $ dans les charges administratives pour le trimestre clos le 29 octobre 2016; 236 $ dans les frais de vente et de distribution et 109 $ dans les charges administratives pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016 (néant pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015) ainsi qu'un crédit correspondant dans les autres créditeurs non courants.

10 **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

11 **PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES**

COMPTABILISÉS DANS LE RÉSULTAT NET

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015	29 OCTOBRE 2016	31 OCTOBRE 2015
Produits de dividendes liés aux titres négociables	**612 $**	635 $	**1 875 $**	1 921 $
Produits d'intérêts	**201**	100	**518**	399
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	**498**	–	**4 081**	–
Profit de change	**722**	691	**–**	3 752
Produits financiers	**2 033**	1 426	**6 474**	6 072
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	**39**	68	**139**	225
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	**–**	4 333	**–**	10 734
Perte de change	**–**	–	**1 540**	–
Perte réalisée à la sortie de titres négociables	**–**	–	**–**	15
Charges financières	**39**	4 401	**1 679**	10 974
Produits (coûts) financiers nets comptabilisés dans le résultat net	**1 994 $**	(2 975) $	**4 795 $**	(4 902) $

12 **BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION**

Le calcul du bénéfice de base et dilué par action est fondé sur un bénéfice net de 7 615 $ et de 10 604 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, respectivement (une perte nette de 269 $ et de 8 162 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	29 OCTOBRE 2016	**31 OCTOBRE 2015**	**29 OCTOBRE 2016**	**31 OCTOBRE 2015**
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	**63 330**	63 884	**63 330**	64 264
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	**63 359**	63 884	**63 330**	64 264

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, un total de 3 498 200 et de 3 773 200 options sur actions, respectivement, étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, étant donné que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours des actions au cours de la période (3 926 800 et 3 661 600 options sur actions pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015).

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

13 **INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES**

	29 OCTOBRE 2016	**31 OCTOBRE 2015**	**30 JANVIER 2016**
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	**903 $**	1 102 $	2 172 $

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 801 $ et de 2 485 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, respectivement (1 818 $ et 5 395 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre et des neuf mois clos le 29 octobre 2016, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de néant et de 774 $, respectivement, ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (439 $ et 1 277 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015). Les pertes de valeur nettes ont été comptabilisées dans les frais de vente et de distribution.

14 **INSTRUMENTS FINANCIERS**

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

	29 OCTOBRE 2016						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	**– $**	**3 267 $**	**– $**	**3 267 $**	**– $**	**3 267 $**	**3 267 $**
Titres négociables	**49 270 $**	**– $**	**– $**	**49 270 $**	**49 270 $**	**– $**	**49 270 $**
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	**– $**	**(3 678) $**	**– $**	**(3 678) $**	**– $**	**(3 678) $**	**(3 678) $**
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	**– $**	**– $**	**(2 141) $**	**(2 141) $**	**– $**	**(2 201) $**	**(2 201) $**

	31 OCTOBRE 2015						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– $	6 439 $	– $	6 439 $	– $	6 439 $	6 439 $
Titres négociables	50 597 $	– $	– $	50 597 $	50 597 $	– $	50 597 $
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– $	(616) $	– $	(616) $	– $	(616) $	(616) $
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– $	– $	(4 008) $	(4 008) $	– $	(4 176) $	(4 176) $

	30 JANVIER 2016						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– $	14 405 $	– $	14 405 $	– $	14 405 $	14 405 $
Titres négociables	45 189 $	– $	– $	45 189 $	45 189 $	– $	45 189 $
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– $	(1 816) $	– $	(1 816) $	– $	(1 816) $	(1 816) $
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– $	– $	(3 551) $	(3 551) $	– $	(3 686) $	(3 686) $

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 29 octobre 2016, le 31 octobre 2015 et le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a effectué auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a conclu des contrats à terme, fait l'acquisition d'options d'achat et vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats de change se prolongent sur une période d'au plus 12 mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats de change en cours se détaillent comme suit :

	29 OCTOBRE 2016				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats à terme	**1,340 $**	**166 500 $**	**3 267 $**	**(3 678) $**	**(411) $**

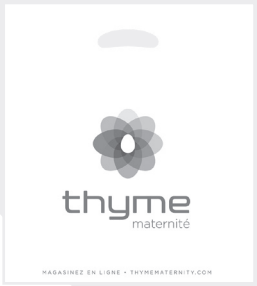
	31 OCTOBRE 2015				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,273 $	152 500 $	6 080 $	(616) $	5 464 $
Options d'achat acquises	1,188 $	3 000 $	359	–	359
Options de vente vendues	1,188 $	1 500 $	–	–	–
			6 439 $	(616) $	5 823 $

	30 JANVIER 2016				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,325 $	168 000 $	14 405 $	(1 816) $	12 589 $

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Ces politiques sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours des neuf mois clos le 29 octobre 2016, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

NOS BANNIÈRES



- REITMANS marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses 302 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revamper leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au **reitmans.com**.
- Chef de file canadien des vêtements de grande taille, PENNINGTONS propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite 127 MAGASINS au Canada, d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne **penningtons.com**.
- ADDITION ELLE est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodecratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite 98 MAGASINS d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse **additionelle.com**.
- RW & CO. est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite 84 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux et mégacentres partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : **rw-co.com**.
- THYME MATERNITÉ, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite 64 MAGASINS d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au **thymematernity.com**.
- HYBA a ouvert ses portes en octobre 2015 et propose des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Hyba exploite 19 MAGASINS d'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : **hyba.ca**. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.

MAGASINS
À TRAVERS LE CANADA

REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	HYBA	**TOTAL DE MAGASINS**	
14	3	2	1	–	–	**20**	TERRE-NEUVE
2	1	–	–	–	–	**3**	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
16	6	2	1	1	1	**27**	NOUVELLE-ÉCOSSE
12	5	2	3	1	1	**24**	NOUVEAU-BRUNSWICK
77	22	29	22	21	5	**176**	QUÉBEC
96	49	36	30	24	8	**243**	ONTARIO
11	5	3	3	2	–	**24**	MANITOBA
9	6	2	2	2	–	**21**	SASKATCHEWAN
31	17	16	10	9	1	**84**	ALBERTA
32	13	6	12	4	3	**70**	COLOMBIE-BRITANNIQUE
1	–	–	–	–	–	**1**	TERRITOIRES DU NORD-OUEST
1	–	–	–	–	–	**1**	YUKON
302	**127**	**98**	**84**	**64**	**19**		

694
MAGASINS

RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : **514-384-1140**
Télécopieur : **514-385-2669**
Courrier électronique : **info@reitmans.com**
Site Web de la société : **reitmanscanadalimitee.com**

ADRESSE ENREGISTRÉE

155, rue Wellington Ouest, 40e étage
Toronto, Ontario M5V 3J7
Téléphone : **416-863-0900**
Télécopieur : **416-863-0871**

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires	**RET**
Actions de catégorie A sans droit de vote	**RET.A**

An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary,
REITMANS (CANADA) LIMITED, 250 SAUVÉ STREET WEST, MONTREAL, QUÉBEC H3L 1Z2

REITMANS
PENNINGTONS
ADDITION ELLE
RW & CO.
THYME
HYBA

DESIGN ET PRODUCTION:
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC.